

INSURRECTION, RIZ, ESPOIR ET FAUCON NOIR...

Sur les 10 dernières années d'interventions militaires, celle de la Somalie passe souvent à la trappe dans les analyses géopolitiques. Prenons ici l'occasion d'y revenir. Ce texte a été écrit au printemps 2001, mais aujourd'hui ne parle-t-on pas de la somalisation de l'Irak...

De Restore Hope à La Chute du Faucon Noir, on n'a trop souvent connu la Somalie que sous la lumière, heureuses ou malheureuses, des interventions occidentales. Pour le reste, n'est dépeint qu'une zone de barbarie, sujet de tous les fantasmes.

Pourtant, l'état de la Somalie est le fruit d'un long processus, d'exacerbation de contradictions, de montée en puissance d'intérêts opposés, et de volonté du respect de développement maintenant convenu comme unique et indépassable de ce monde.

À partir de 1969, Siad Barré s'installe au pouvoir, dès lors, la Somalie se retrouve dans le camp de l'URSS au niveau de la stratégie internationale de l'époque. Ensuite, vers la fin des années 70, devant l'impossibilité de fédérer les États d'Érythrée, d'Éthiopie, de la Somalie et du Yémen du Sud (trop de concurrence de pouvoir), l'URSS mise sur le régime de Mengitsu en Éthiopie. Ce qui amena un rapprochement de la Somalie et de l'Occident (pour illustrer ce revirement, la police allemande put prendre d'assaut un avion détourné réclamant la libération des prisonniers de la Fraction Armée Rouge (RAF), mal inspiré d'atterrir à Mogadiscio. Dès lors la contre-offensive éthiopienne ne devait plus inquiéter la Somalie).

La Corne de l'Afrique est un endroit stratégique, c'est le principal parcours du pétrole vers l'Occident. C'est aussi un débouché sur la mer Rouge que convoitent les forces arabes (avec l'Arabie Saoudite alliée des USA), Israël (qui ne veut pas que la mer Rouge soit un « lac arabe ») et les deux grands de l'époque. Jusqu'en 1990, l'URSS est bien placée avec les régimes africains et le Yémen du Sud « marxiste-léniniste ».

Malgré tout, la Somalie connaît, comme partout dans le monde, une vague de restructurations durant les années 80. La Somalie restée quasiment auto-suffisante du point de vue alimentaire jusqu'à la fin des années 70, économie arriérée du point de vue de la concentration du capital puisque encore fondée en partie sur l'échange entre nomades et petits agriculteurs ; la Somalie au début des années 80 s'engage dans un plan d'austérité dicté par le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Passée dans le camp du « capital libre », la Somalie se retrouve dès lors dans des plans de développement au modèle, au moule, des cadres du capitalisme. C'est aussi le meilleur moyen pour vassaliser un État, ce qui dans la Corne de l'Afrique avec l'Éthiopie et le Yémen du Sud (bon élève marxiste-léniniste), plus quelques îles bien placées aussi sous contrôle « soviétique », est un enjeu important pour les USA. L'État somalien doit rembourser sa dette contractée auprès du Club de Paris, de la Banque mondiale, et du FMI. Et surtout moderniser l'État et les rouages du capital, pour que cette partie du monde soit elle aussi plus « rentable ». Ainsi l'aide alimentaire augmente de 31% par an de 1975 à 1985. L'agriculture traditionnelle en prit un coup, et l'agriculture dédiée à l'exportation fut encouragée. C'est l'objectif avoué du FMI, détruire les petits élevages (la forme de vie traditionnelle dans l'Afrique subsaharienne) pour concentrer la production dans de grands élevages. C'est ce que la Banque mondiale nomme « ajuster la taille des troupeaux ». En 1984, les exportations de bétail vers l'Arabie Saoudite chutent, l'Arabie se tourne vers l'Europe et l'Australie, ce qui accentuera la dépendance de la Somalie vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux. Pour survoler, on arrive à la fin des années 80 dans une situation où le pouvoir tient de façon factice, la Somalie vit de ce qu'on appelle la « pension alimentaire » dispensé par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). L'urbanisme augmente et l'État est de moins en moins reconnu comme régulateur social. Les traditionnelles communautés sociales se sont fait laminer par la famine et la modernisation, c'est-à-dire par l'État et l'économie.

Avec l'éclatement de l'URSS et la fin de la guerre froide, l'équilibre convenu n'est plus. Dès le

début des années 90, vont donc se dérouler des conflits qui découlent de ce nouvel état de fait. Situation nouvelle, problème resté de l'ancienne partition, etc., le plus connu pour nous est la guerre du Golfe, le plus récent la campagne d'Afghanistan.

Sans perdre sa position géostratégique, la Corne de l'Afrique est un instant délaissée. D'abord parce que faute de concurrence, il y a moins d'intérêt à défendre. Et puis il y a d'autres chats à fouetter, le Koweït et l'Irak en l'occurrence.

« On ignore qui dirige la rébellion en cours dans la capitale »

Libération, le 1^{er} janvier 1991

Le pouvoir de Siad Barré est concrètement tombé le 26 janvier 1991, par la prise de la villa Somalia (QG du président) par la foule et la fuite de Siad Barré. Le 26 janvier 1991, cela faisait 10 jours que l'ultimatum US à l'Irak avait expiré, déjà 10 jours d'offensive aérienne.

Bien entendu Siad Barré n'a pas fui ainsi d'un bon matin. À partir de 1988/89 les mécontentements se font entendre et les explosions sociales se succèdent. L'année 1989 a été un fort moment de contestation au régime et de troubles dans les rues. Le 14 juillet de cette année-là, Mogadiscio fut le théâtre d'importantes manifestations, fortement réprimées (plus de 400 morts). Le 6 juillet 1990 Siad Barré est conspué lors d'un match de football. La garde présidentielle tire dans la foule et fera de 7 à 62 morts. Cela préfigure certainement ce qui va se passer plus tard.

Du 2 au 5 décembre 1990, c'est l'insurrection dans les faubourgs de Mogadiscio. C'est l'arrivée de la guérilla du CSU (Congrès de la Somalie Unifiée) – qui jusque-là n'avait aucune position à Mogadiscio – qui ramène l'ordre. Le 30 décembre éclate à nouveau une émeute lorsque l'armée tente une incursion dans les banlieues de Mogadiscio. Nous sommes alors dans une situation de guerre de positions entre les guérillas et l'armée (déjà désertée à 85%). Pour autant les guérillas sont bien incapables d'encadrer les populations dans les quartiers qu'elles tiennent.

Ainsi depuis le mois de décembre 1990, Mogadiscio est en situation d'insurrection. Les guérillas contre Siad Barré, l'opposition au régime pour la plupart réfugiée en Éthiopie, ont aussi intensifié leur offensive surtout au nord du pays. Mais le plus marquant est qu'à cette période personne ne contrôle rien dans le pays. Le ras-le-bol est général, mais pas du tout cadré par une organisation, un chef charismatique, un caïd de guerre ou un clan. L'État n'est plus là, au point que son remplaçant non plus !

L'émeute et la rage éclatent donc, et ce n'est qu'une fois l'ancien pouvoir complètement destitué que la concurrence se fera, dans la guerre, chacun essayant de stabiliser et d'accroître sa sphère d'influence. Et cela sur le dos et dans le sang de population. Pour décrire l'insurrection somalienne, rapportons-nous au seul témoignage que nous avons plus glané « Au départ, avant d'être récupéré de diverses façons, l'insurrection à Mogadiscio fut populaire, au sens plein du terme. Ce n'est pas dire que, spontanément, déflagration sans étincelle, elle serait venue de rien et de nulle part. Au contraire : insurrection collective résultait d'un trop-plein de souffrances et de violences collectives. Irrespectueuse des officines politiciennes, elle est préparée, pour l'essentiel, dans les quartiers, dans les pâtés de maisons, dans chaque cour intérieure. Inutile alors, de traquer les « meneurs », trop nombreux, de chercher le grand chef d'orchestre d'un soulèvement réglé comme du papier à musique. La partition était écrite comme un palimpseste : par surimpression. Il y avait des réseaux de tous ordres, familial, clanique, religieux, des réseaux de voisinage, d'affinités politiques ou, non négligeable de femmes engagées. Tous ensemble dans un désordre synergétique, ils ont fait vivre le « front » : en apportant aux jeunes combattants nourriture, armes et munitions, en s'occupant des blessés, en accueillant des parents et, surtout, des enfants restés seuls, en trouvant des véhicules et du carburant. Pendant quelques semaines, sous les bombes, Mogadiscio a vécu une sorte de socialisme de guerre ou, pour qui préfère la solidarité oblatrice des catacombes. Ce n'était pas moins héroïque parce que, fatalement, éphémère. Qui s'en est souvenu quand, plus tard, les médias du monde entier ont brossé le portrait d'une Somalie terre à butin, habitée par des nomades ataviquement querelleurs, des fous du clan, des racketteurs assoiffés de sang et des lâches seigneurs de guerre ? » C'est Stefan Smith qui parle, journaliste à Libération à l'époque, qui loin d'être un

prophète du chaos révolutionnaire (il est plutôt partisan de l'action humanitaire et défenseur de l'État mais de droit, bien sûr) est forcé de constater le caractère autonome de la révolte des Somaliens en ce mois de janvier 1991.

La prise de la Villa Somalia fut d'ailleurs l'expression de ce mouvement. « À la villa Somalia ! », c'est avec ce cri de ralliement, que la foule de Mogadiscio, grossissant peu à peu, s'est dirigée vers le QG de Siad Barré. Pourquoi ce jour ? cette heure ? L'alchimie de la révolte à ses caprices. Depuis des semaines des jeunes combattants nourrissent de salves la Villa Somalia. Sans succès. La foule augmente et s'aguerrit. Vers 17h, elle arrive à la Villa, sur le front. Au début, on se met à l'abri, derrière le premier mur venu. La foule continue de grossir, ce sont les femmes (comme souvent dans ces cas-là) qui se mettent face aux sbires de Siad Barré, elles les invectivent, les insultent. Des tirs fusent, mais les femmes reviennent, raillent ceux qui restent planqués, et hèlent les soldats. L'ambiance se fait lourde. Le massacre des rafales pourrait étouffer cette révolte insolente. Il n'en est rien, alors sortent les combattants. Soutenus, poussés, épaulés par la foule, ils entourent la Villa Somalia.

Les femmes jettent des pierres, la foule redouble de pression. La nuit tombée les premiers combattants escaladeront l'enceinte, la foule s'empare de la Villa Somalia ! Mais vingt minutes plus tôt Siad Barré avait fui son QG, la villa est vide. À ce moment-là, tout est dépouillé dans le palais du président. Ce qui n'est pas volé est détruit, comme le portrait géant de l'ancien homme fort. On peut imaginer l'euphorie de ce moment. L'État n'est plus, et son remplaçant non plus. Après cela, la guerre et la division clanique ont été une volonté pour laminer l'esprit de révolte et la capacité d'imagination des masses. Par exemple lorsque le groupe des Ashamud – terme qui veut dire les mélangés – qui est donc une guérilla mixte où l'on trouve des Hawiyé, des Issak et des Darod, lorsque ce groupe arrivé en janvier 1991 dans Mogadiscio fut sommé de se dissoudre et chacun de rejoindre son clan et ainsi de diviser toute opposition qui va au-delà des partitions du pouvoir par le clan.

De même les Mooryaan seront sans cesse la cible des nouveaux pouvoirs. Mooryaan cela veut dire quelque chose entre « pillard », « déshérité » et « vermine ». Ce terme était celui de l'ancien régime pour désigner les fauteurs de troubles, la jeunesse en pleine rébellion le revendiqua. Jeunesse des quartiers c'est elle qui prit la Villa Somalia, c'est elle qui avait tenu le front face à l'armée dans Mogadiscio en insurrection. Elle vit du pillage, crée ses propres solidarités. Elle sera peu à peu réprimée après avoir été en première en ligne de mire de Siad Barré, élément gênant dans l'ordre du pouvoir.

Le pouvoir vacant, les masses de Somalie n'auront pas les moyens d'aller plus loin. Va alors s'ensuivre une lutte pour le pouvoir entre une multitude de chefs de guerre. C'est alors le prix à payer pour stabiliser la société somalienne, les régulateurs n'existant plus, pas même les traditionnelles assemblées de la culture somali.

Ainsi nous avons le Mouvement National Somalien (MNS) au Nord, le Mouvement Patriotique Somalien (MPS) au Sud et le CSU à Mogadiscio. Le premier accrochage ne se fait pas attendre, puisque le 28 février, Aïdid et Nur se contestent le contrôle de Radio-Mogadiscio. La situation reste troublée, le 27 janvier, Mohamed Bod lance sur les ondes un « appel au calme et à la discipline » ; ceux que l'on nomme facilement des « pillards professionnels » s'en donnent à cœur joie. Ces pillards, la masse de la population de toute évidence, iront jusqu'à faire le siège de Kismayo (gros port au sud de Mogadiscio) début février.

Chaque guérilla va stabiliser son pouvoir dans son territoire, et renforcer son influence dans son/ses clans. Au nord du pays, le Somaliland va déclarer son indépendance. À Mogadiscio, la partition de la ville va se faire avec Mahdi au Nord et Aïdid au Sud (tous deux sont du même clan, et du CSU qu'Aïdid finira par contrôler). Aïdid va devenir l'homme fort en contrôlant les trois/quart de Mogadiscio, notamment grâce à l'aide humanitaire. Médecins Sans Frontière, pour pouvoir intervenir, choisit d'être sous la protection d'une bande armée (celle d'Aïdid en l'occurrence via Osman Ato). Dès le début l'humanitaire participe à la guerre. En étant protégé par des Mad Max qu'il loue, l'humanitaire choisit un clan et le renforce. Cela donne un poids politique aux chefs de guerre qui ont ainsi un levier sur l'aide. Cela remplit un besoin économique, en louant Mad Max et maisons, les organisations humanitaires créent d'importantes rentrées d'argent pour les bandes armées.

La Somalie est dans ce que l'on appelle communément le chaos, pour beaucoup elle vit par et pour le qât, drogue à chiquer qui arrive quotidiennement du Kenya. En juillet 1991, une

« conférence nationale de toutes les tendances » se tient à Djibouti. Mahdi est alors investi comme « président par intérim ». Aid'id ne reconnaît pas, lui, cette « autoproclamation » et cette conférence qui ne rassemble pas tout le monde. Du 6 au 9 septembre éclate alors la guerre de 4 jours. Les factions pilonnent la ville et font des centaines de morts. Ces quatre jours seront rapidement suivis par la seconde bataille de Mogadiscio de novembre 1991 à février 1992. N'oublions pas que dans cette guerre de clans et de sous-clans, que dans ce règlement de comptes opaque entre lignages, se joue le contrôle de l'économie et du territoire. Après l'insurrection, les guérillas ont repris le contrôle. Les clans – tous sont de la même ethnie – se sont affrontés. Une fois battue toute idée de révolte, il faudra encore massacrer les populations pour connaître qui détient le leadership. Il ne faut pas oublier non plus que se sont les commerçants et les hommes d'affaires qui financent – et donc poussent – la guerre. C'est bon pour le business. Et là où s'étend l'influence d'un chef de guerre que l'on finance, les affaires prospèrent. Comment la guerre pourrait alors s'arrêter ? Et comment mieux illustrer la logique anthropophage du capital ? Pourtant les conflits entre clans ne peuvent se comprendre qu'en y décelant les oppositions entre citadins et paysans, commerçants et agriculteurs. Bref le rôle social du clan est le moteur des confrontations. Au-delà du problème de lignage, la Somalie est dans de tragiques soubresauts pour la définition, la redéfinition, de sa dynamique sociale, de son organisation sociétale. Les nomades ont été complètement laminés par l'économie durant les années 80, la classe dirigeante est à juste titre discréditée. Alors que faire ? Les chefs de guerre s'occupent alors de la gestion des territoires, et les hommes d'affaires de la gestion du capital. Les clans ne sont là que comme repère dans cette répartition, dans cette vivacité entrepreneuriale du capital. Tout le monde est à sa place. Malgré l'horreur, la situation finira par se stabiliser, chaque clan tenant son territoire comme acquis.

L'envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies (ONU) fit même une proposition de sortie de crise qui resta lettre morte. M Shahoun donc, constatant la stabilisation militaire, propose de relancer l'économie par l'échange commercial. Rien de bien original, diriez-vous. Concrètement Shahoun propose de vendre l'aide humanitaire aux réseaux commerçants, ce qui donnerait plus de pouvoir à des entrepreneurs plutôt qu'aux chefs de guerre. Car si ces derniers sont financés par les premiers, ils commencent aussi à être de sérieux concurrents. Et puis cela permettrait de relancer, de consolider le marché ; de réassainir le capital avec de nouveaux investissements. Et d'ainsi de revenir à une configuration plus connue de l'extraction de la plus-value. Shahoun rentrera dans ses pénates avec sa proposition dans ses cartons. La communauté internationale a besoin d'un coup d'éclat pour rétablir l'État. Que certains ont la gageure de nommer espoir.

« Vous avez aimez Beyrouth, vous adorerez Mogadiscio »
Un diplomate américain

Le 9 décembre 1992, c'est le fameux débarquement américain sur les plages de Mogadiscio. Joli spectacle militaire relayé sur les écrans du monde. Au-delà de la fumisterie du combat militaire qui n'avait alors pas lieu, l'arrivée des troupes US avait alors été négociée avec les deux principaux chefs de guerre. Le 7 décembre, R.Oackley – diplomate américain – et F. Libutti rencontrent Aid'id et Mahdi, ils leur assurent que cette expédition revêt un caractère « humanitaire » et s'assurent avec eux que le débarquement puisse se dérouler sans confusion. Les deux warlords appelleront à leur radio à la coopération, au calme et à une « chaleureuse bienvenue ». Les chefs de guerre confortés dans leur pouvoir ne craignent pas cette intervention, au contraire ce sont des partenaires.

Alors, pourquoi cet engagement, alors que la situation a eu le temps de pourrir et de se rétablir plusieurs fois ? Les enjeux réels, les intérêts directs semblent difficiles à cerner. Certes la Somalie est un carrefour stratégique, proche des États du Golfe, elle est sur la route d'un des principaux itinéraires pour acheminer le pétrole en Occident. Pour George Bush senior, alors président des États-Unis au plus mal dans les sondages, ce serait l'occasion de se refaire une santé avec une intervention extérieure, à l'image de la réussite médiatique de la guerre de Golfe. Cette intervention a aussi valeur de test, notamment dans le projet d'intervenir dans les Balkans.

On est aussi dans une période de propagande pour une nouvelle image de l'armée, le GI n'est plus celui qui napalme la population, mais celui qui lui amène du riz.

Ce que l'on peut voir aujourd'hui, c'est que dans ce monde, l'hégémonie capitaliste ne laisse pas de terrain vague possible. Même dans des endroits que l'on pourrait penser « perdus », sans perspective de « développement », les armements militaires et économiques les plus sophistiqués y interviennent. La communauté internationale a absolument besoin de son modèle, et l'impose partout. Le but des Occidentaux, donc, est de reconstruire un État en Somalie. Objectif difficile, il n'y a plus d'administration, de police, etc., sur quoi s'appuyer. De plus, la structure de l'État-nation n'est pas en adéquation avec la réalité sociale somalienne. Mais pour l'ONU, c'est le seul modèle possible et elle préfère alors imposer son modèle de régulation, même au prix du chaos. Pour finir le capital qui se développe en Somalie diffère de celui des pays riches.

Finalement, Restore Hope, amène à ce que les USA quadrillent certaines routes. Pour les Blancs, essentiellement les associations humanitaires, il n'est plus possible de se déplacer qu'uniquement avec les escortes militaires. Les associations humanitaires sont alors complètement vassalisées à l'état-major américain. En cela les 38 000 soldats américains et autres français, italiens, etc. n'ont fait que se substituer aux Mad Max des chefs de guerre. Ce qui n'est pas sans créer des tensions. Et qui fera dire à un garde du corps d'une association humanitaire : « Si l'UNICEF nous licencie, on leur fait sauter la cervelle ! », cela illustre bien le rapport économique qui lie les Somaliens et les forces d'interventions (humanitaires ou militaires). Autre exemple, un soldat belge à Kismayo témoigne qu'au début la population leur était hostile. Ensuite ils ont commencé à faire du troc et autres échanges commerciaux avec la population, la suite fut alors beaucoup plus calme.

Pour autant le déploiement de forces armées ne se fait pas sans tension. Une attitude de conquérant ne peut que froisser la population, comme le résume ce témoignage : « Les Américains agissent en Somalie comme s'ils étaient chez eux. Ils essaient d'appliquer leurs lois. Regardez, ils commencent à brûler tout le qât qu'ils trouvent. Pour eux, cette herbe que nous mâchons tous est une drogue qui rend fou les Somaliens, à partir de 5 heures du soir. Mais c'est une tradition millénaire ici que de brouter du qât tout l'après-midi. Les Américains peuvent critiquer Aidid et Mahdi. Mais ils se prennent eux aussi pour les maîtres de Mogadiscio. »

Bien sûr il y a eu des conférences et autres sommets pour la paix et la réconciliation. Mais comme toujours c'est en signant des bouts de papier au bout de 15 jours, alors que dans la tradition somalienne les palabres durent des mois pour que sorte un accord qui là est respecté.

La situation en est là quand en juin 1993 l'ONU prend le relais des USA avec ONUSOM II. Le but de l'ONU de recréer un État centralisé, de remettre une police et une justice à Mogadiscio (10 milliards de dollars sont injectés pour cela), semble improbable. Aidid de son côté ne cesse de fustiger les Occidentaux comme de néo-colons. Durant 5 mois, il tente des accords de paix – sans passer par l'ONU – il laisse tomber l'idée d'une administration unitaire et accepte la sécession du Somaliland. Aidid est autant un chef de guerre et un exploiteur de son clan que Mahdi, Morgan et cie, par contre l'ONU et les USA ne peuvent accepter qu'ils dédaignent leur rôle. Aidid a toujours soutenu que « la guerre est l'affaire des Somaliens ». Autre exemple, l'ONU a menacé d'envahir le Somaliland s'il refusait la paix proposée par l'ONU. Aidid se sentant isolé par les proches rapports de Mahdi et des Occidentaux ne pliera pas.

Le 5 juin 1993, lors d'une émeute, 24 casques bleus pakistanais se retrouvent sur le carreau. L'ONU emploie alors les grands moyens militaires pour chasser Aidid, raid par hélicoptère, bombardements de quartiers entiers, d'hôpitaux, etc. Les casques bleus font la guerre, tout simplement. Des manifestations se succèdent. Le 13 juin, au rond-point du km 4, les casques bleus tirent sur une manifestation, bilan : 14 morts.

La « guerre humanitaire » durera de juin à octobre 93. Le Pentagone estime ce conflit à une dizaine de milliers de morts. Aidid a beau jeu de condamner l'ONU et ses « motivations totalitaires », son « usage incontrôlé de la violence » et « l'arrogance d'une instance supranationale soumise à aucun contrôle ». Quelques revers militaires et plusieurs dizaines de morts feront prendre la décision aux USA et à l'ONU de quitter la Somalie. Ce départ aura lieu courant 1994 et 1995. Avec les grands moyens sortis avec l'opération « Bouclier unifié » pour le départ complet des troupes. Pour autant il est évident que les puissances occidentales ne peuvent que continuer à tenter de contrôler la situation. Et comme le dit un témoin anonyme à

Mogadiscio le 4 mars 1995 : « Les Blancs reviendront à cause de notre pétrole et de notre position stratégique près du Golfe ».

« L'effondrement de l'État favorise les affaires. Par de nombreux côtés, c'est bien mieux comme ça. Avant, c'était le règne des monopoles publics, de la bureaucratie et de la corruption »

Abdirazak Osman, entrepreneur somalien

Alors, quid de la Somalie, « livrée à elle-même » à partir de 1995 ? La Somalie depuis est un pays sans État. D'abord le Somaliland puis le Puntland ont fait sécession. La République de Somaliland est indépendante depuis son auto-proclamation en mai 1991. Cette république qui a président, gouvernement, parlement, police, code pénal, monnaies et douanes n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Sa population est estimée à 3 millions d'habitants et les Issaks forment le clan majoritaire. La population vit de l'élevage et de son commerce, principalement avec les pétro-monarchies du Golfe. La source principale du gouvernement est le port de Berbera, utilisé pour le transit des marchandises en provenance ou à destination de l'Éthiopie qui ne dispose plus de débouchés maritimes depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993. Le pays est en voie de dollarisation grâce aux sommes rapatriées au pays par une diaspora estimée à 500 000 personnes. Cette indépendance est considérée par le gouvernement de Somaliland comme irrévocable, il ne reconnaît pas le Gouvernement National de Transition (GNT) en place à Mogadiscio depuis 2000. Son territoire décèlerait d'importants gisements diamantifères et pétroliers, mais les investisseurs ne veulent pas se risquer en Somaliland tant qu'il n'a pas d'existence reconnue.

Le reste du pays est toujours plus ou moins divisé entre les factions armées. Il n'y a pas d'État en Somalie, pas de douane, d'administration, de poste, de police etc. Une seule loi reconnue universellement y règne, la loi du marché. On peut changer des dollars US contre des shillings somaliens, malgré l'absence de banque centrale. Il y a 22 chaînes de télévision à Mogadiscio, il suffit de louer un téléphone satellitaire pour communiquer dans le monde entier, et tout s'importe dans un port somalien. Bien sûr il faut avoir de l'argent pour atteindre quoi que ce soit. Et seules les lois du marché régulent l'offre et la demande. On approche de près le capitalisme théorique de la concurrence pure et parfaite. Investisseurs et entrepreneurs sont comme des pionniers, comme le notait le Nouvel Afrique Asie en 1995 : « Somalie pays à oublier pour la diplomatie et pays à découvrir pour le capital ».

On a donc affaire à une économie cohérente ; les inégalités trop accrues créées sont compensées par les solidarités familiales. L'optique de refonder un État centralisé semble chimérique. Comme nous l'avons vu les chefs de guerre ont assuré leur pouvoir dans leur zone. Aucun n'a les moyens de tenir un État sur l'ensemble du territoire, le chaos et l'éclatement assurent leurs acquis.

Le GNT influencé en partie par les islamistes, n'est reconnu que par ses partisans. Les islamistes sont apparus dans le paysage politique somalien en 1994, au début par des « tribunaux islamistes ». Ils coupent la main des voleurs et tutti quanti, le but est de rétablir l'ordre dans les quartiers où ils sont actifs. On retrouve donc les islamistes dans leur rôle historique – comme en Iran pendant la révolution, en Algérie après les émeutes de 88 ou en France dans les zones urbaines – de répression et d'encadrement des masses. Il y a bien des résistances, par exemple quand un tribunal contre « l'union libre et l'indécence » est constitué, un couple de Mooryaan s'auto-désigne. Un attroupement est alors provoqué, sous la pression populaire l'affaire est classée sans suite. Malheureusement ce type de résistance ne s'est pas assez répété, et les tribunaux islamistes semblent s'être implantés. Par contre la tentative d'infiltrer les clans par Al Itihad – association caritative financée par l'Arabie Saoudite – fut un échec complet. Les islamistes n'ont ni ministère, ni milice, par contre l'association saoudienne Al Itihad a beaucoup de moyens et un certain poids. Les islamistes utilisent leurs moyens humanitaires pour influencer la société somalienne. Par exemple, cette association n'apporte son aide que si les femmes portent le voile. Ce qui marche, encore une fois, cela ramène les rapports avec la population à un strict lien économique. Nous avons donc le CSRR qui regroupe les chefs de guerre et le GNT de

Salat Massam d'un côté. Bien sûr la communauté internationale, après son départ militaire, reste sûrement présente. Le pentagone voit le vide juridique de la Somalie comme un havre pour les islamistes. Il y a bien sûr toujours des conférences pour monter un gouvernement en Somalie, mais outre les sécessions difficiles à reprendre, comme le notait la très radicale (sic) « Lettre de l'Océan Indien » en juillet 2000 à propos de la conférence d'Arta : « Si le gouvernement somalien concocté à Arta n'est qu'un mixage de diverses équipes gouvernementales d'avant 1990, il est prévisible qu'il sera rejeté par bon nombre de Somaliens. Toute tentative pour leur imposer suscitera des troubles y compris dans des zones calmes » ; Les masses de Somalie ne seraient pas encore totalement matées.

De part sa place stratégique, passage de la mer Rouge près du Golfe ; zone d'influence des islamistes – concurrents capitalistes les plus agressifs – qui forme une tenaille avec le Yémen ; modèle économique contraire à l'ordre international ; voilà quelques raisons pour que le leadership du capital surveille cette zone, et nous la rappelle un jour à notre mémoire. Comme le notait un spectateur de la première projection de La Chute du Faucon Noir à Mogadiscio : « Dans ce film, on ne voit que des Américains ; ils sont tous présentés comme des héros, et les Somaliens on ne les voit que le temps d'une rafale de kalachnikov. Mais le véritable message du film nous l'avons compris. Les États-Unis reviendront bientôt à Mogadiscio ».

Pour autant, il n'y a pas de raisons de sombrer dans le fatalisme de l'incompréhension. Soit en se disant que tous ces enjeux géopolitiques nous dépassent (certes) et nous sont incompréhensibles, que de toute façon il ne nous est pas possible de les aborder. C'est pour arriver à cela que l'on nous bassine avec des bataillons de spécialistes à la platitude alambiquée. Soit incrédule face à la barbarie étalée, se dire que malgré tout une intervention humanitaire et/ou militaire occidentale sera toujours mieux.

Évidemment, nous n'avons pas trouvé de discours conscient de la classe exploitée somalienne. Il n'y a pas non plus de cadre militant pour régir, régler et porter un quelconque média de la contradiction. Et ça c'est sûrement tant mieux. Pourtant les masses se sont parfois exprimées, comme lors de l'insurrection de Mogadiscio, qui durant deux mois s'est organisée, de manière horizontale, au-delà des clivages claniques. Pas de mythification ici, la Somalie fait partie du marasme que ce monde engendre. Les concurrences entre groupes constitués (ici souvent claniques) omnibulent et aliènent tout un chacun. Pourtant, les stratégies du pouvoir ne se balayeront pas par des vœux pieux ou des organisations internationales qui en font partie.

Alors à nous de ne pas tomber dans le fatalisme, mais d'essayer d'entendre ce qu'ont à nous dire les prolétaires de Somalie.

Nestor Mooryaan Pantruche – Printemps 2001

Texte glané sur <http://reposito.internetdown.org/>